

Chers amies et amis producteurs de lait, chers intéressés,

Depuis le premier avril, le marché laitier européen est dépourvu de mesures de sécurité efficaces. C'était la raison pour laquelle lors de notre action de l'EMB du 31 mars 2015 – le dernier jour du régime des quotas laitiers – nous avons mis en berne les drapeaux des 28 États membres de l'UE. Pour que les choses soient bien claires : nous ne déplorons pas la suppression des quotas. Mais nous regrettons qu'aucun système adéquat ne soit en place pour la période qui s'ensuit ! Jusqu'à présent, la politique a manqué à mettre en place des instruments de marché adéquats qui permettraient d'éviter des crises du marché. Nous nous attendons à ce que, suite à la suppression des quotas, les producteurs laitiers dans de nombreux pays augmentent considérablement leur production. Trop de lait sur le marché signifie, comme toujours, une chute des prix – la prochaine crise est programmée d'avance !

Selon les prévisions, la demande en lait en Europe diminuera dans les années à venir. Lesdites « opportunités d'exportation » ainsi que les nouveaux marchés en Asie et en Afrique », prônés un peu partout actuellement, ne constituent pas une solution durable pour le marché du lait européen. À long terme, la seule orientation à l'exportation n'est pas une solution, une telle stratégie offrant peu de sécurité. De surcroît, elle a des répercussions néfastes sur la production laitière locale dans les pays concernés.

Par le biais de leur action symbolique devant le Parlement européen, les organisations membres de l'European Milk Board (EMB) souhaitent envoyer un message clair allant à l'encontre des louanges et des chants de gloire des syndicats majoritaires et de l'industrie laitière. Nous craignons qu'à partir de la mi-avril, les grandes multinationales et les banques prendront les commandes. Déjà maintenant, les producteurs européens ne peuvent plus couvrir leurs coûts de production. En Belgique, nous recevons actuellement un prix du lait de 25 à 27 centimes par litre. Or, l'étude sur les coûts de production en Belgique montre que le coût de production est de 46 centimes ! À l'avenir, le nombre d'exploitations laitières obligées à cesser la production augmentera encore davantage.

Le marché laitier a besoin d'instruments de gestion des crises pour la période de l'après quotas. Notre Programme de responsabilisation face au marché est un instrument fondé et bien réfléchi qui permettrait de gérer de façon adéquate les crises du marché. Les mois à venir montreront comment le marché évoluera. À l'EMB, nous allons suivre de près cette évolution et nous serons prêts à tout moment d'envoyer, si nécessaire, un signal fort de la part des producteurs laitiers.

Erwin Schöpges, membre du Comité directeur de l'EMB

EMB Bulletin Avril 2015

Les producteurs de lait mettent en garde contre un affaiblissement de leur position sur le marché et contre des chutes de prix chroniques

- Autriche : Journée d'action du 31 mars

Informations sur la situation du marché laitier dans les différents pays

La situation en Allemagne

Feuille de route « lait & marché »

- pour la période de l'après quotas laitiers

A l'agenda de l'EMB

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124

B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Les producteurs de lait mettent en garde contre un affaiblissement de leur position sur le marché et contre des chutes de prix chroniques

(Bruxelles, le 31 mars 2015) Les drapeaux des 28 Etats membres de l'Union européenne sont en berne, tandis que les bannières des grands groupes alimentaires flottent au vent tout en haut de leur mât. Voici l'image sans équivoque présentée aujourd'hui aux Bruxellois devant le Parlement européen.

Alors que les producteurs nationaux devront, à l'avenir, tenter de s'en sortir en l'absence de cadre opérationnel, Nestlé, Danone et consorts ont désormais les coudées franches. « Profitant des excédents laitiers escomptés, les multinationales négocieront, encore plus âprement que par le passé, les conditions d'achat du lait avec les producteurs. Les prix menacent de plonger au plus bas car désormais les agriculteurs européens auront encore moins de pouvoir sur le marché pour imposer un prix du lait rémunérateur », avertit Romuald Schaber, président de l'European Milk Board (EMB) lorsqu'il évoque l'avenir de la filière laitière. Sans un instrument de gestion des crises performant, les producteurs de lait mettent en garde contre des chutes de prix prolongées et répétées, qui évinceraient très rapidement une grande partie

des producteurs de lait du marché.

Afin de sensibiliser les élus à leurs manquements, des producteurs de lait des quatre coins de l'Union européenne s'étaient rassemblés devant le Parlement européen pour une action symbolique autour d'un feu, accompagnée de marches funèbres. « Le système prévu au lendemain de l'abolition des quotas laitiers présente de grandes failles. Malheureusement, les élus ont échoué dans leur tentative de mettre en place un instrument approprié de prévention des crises », déplore Sieta van Keimpema. Selon la vice-présidente de l'EMB, le problème est que selon toute probabilité, une fois les quotas abolis, les éleveurs laitiers dans de nombreux pays de l'UE augmenteront considérablement leur production, alors que le marché est dans l'impossibilité de réellement absorber de tels volumes. « Des chutes de prix récurrentes seront inévitables, la prochaine crise s'annonce déjà », ajoute Romuald Schaber.

Un instrument de gestion de crise supplémentaire et indispensable : le programme de responsabilisation face au marché

Plus opiniâtre que jamais, l'EMB revendique l'application d'un programme de responsabilisation face au marché (PRM), qui serait activé en cas de crise. En l'absence de quotas, le programme contraindra les éleveurs laitiers à adopter un comportement conforme au marché en temps de crise. Concrètement, en cas d'excédents, les producteurs qui décident de brider leur production perçoivent une prime. En revanche, ceux qui, en cas d'un marché saturé, augmentent leur production, doivent en assumer la responsabilité et s'acquitter d'un prélèvement de responsabilisation face au marché. « Ainsi, nous pourrions créer un environnement fiable et garantir pour les consommateurs une production laitière partout en Europe », résume Romuald Schaber.

L'urgence de l'introduction d'un bon programme de gestion des crises apparaît dès à présent. Depuis des mois déjà, les prix du lait sont, dans de nombreux pays européens, extrêmement bas. La spirale à la baisse a été dernièrement freinée par la menace, cette année, d'un superprélèvement historiquement élevé qui pourrait atteindre jusqu'à 25 centimes par kilo excédentaire de lait livré. La surproduction et donc le recul des prix pouvaient ainsi être endigués. « Nous exigeons désormais que le superprélèvement encaissé pour la dernière campagne laitière – totalisant environ 409 millions d'euros – ainsi que les paiements de pénalité échus pour 2015 soient, conformément au règlement, utilisés pour le secteur laitier. Ces recettes devraient être allouées à la mise en œuvre du programme de responsabilisation face au marché », revendique Romuald Schaber.

Hanna Vauchelle, EMB

[Photos de l'action](#)

[Vidéo: Le 31 mars 2015 - Action forte devant le Parlement européen](#) © EMB

[Vidéo: Fin des quotas laitiers en Europe: quel avenir pour les producteurs](#) © Greens/EFA

[Notre Programme de Responsabilisation face au Marché](#)

Autriche : Journée d'action du 31 mars

Une journée d'action organisée à Vienne a suscité un grand intérêt auprès des médias, qui nous ont accompagnés tout au long de la journée. Devant la Maison de l'Union européenne nous avons monté un « lac de lait » symbolisant les excédents de lait qui nous attendent.

© IG-Milch

Par la suite, nous nous sommes rendus au Ministère de l'agriculture, auquel nous avons offert une vache en plastique avec une réserve de foin. Notre message : sur le marché libéralisé, le Ministère n'a qu'à traire sa vache lui-même ! La journée d'action fut ensuite clôturée par l'enterrement symbolique des quotas laitiers dans le portique du Parlement.

Les exploitations en quête de croissance rêvant que suite à la suppression des quotas cette expansion serait désormais réalisable, subiront un retour de bâton. Ce ne seront plus les exploitations agricoles gérées avec le plus de discernement, les fermes les plus équitables et les plus durables qui subsisteront – l'opposé sera le cas.

L'IG-Milch a développé un [modèle de prix du lait pour l'après quotas](#) (en allemand). Les partis de l'opposition au Parlement ont déposé une motion allant dans ce sens.

IG-Milch

[Photos de l'action](#)

Informations sur la situation du marché laitier dans les différents pays

© EMB

suppression des quotas.

À l'occasion de la dernière assemblée générale de l'EMB des 1er et 2 avril, les producteurs de lait européens ont présenté la situation actuelle dans leur pays. Voici un bref aperçu de la situation du marché laitier au moment de la

Belgique (MIG)

9 %.

Depuis 6 mois, le prix du lait demeure entre 25 et 27 centimes. Selon l'étude sur les coûts de production en Belgique, la production d'un litre de lait coûte en moyenne 46 centimes. La Belgique affiche une surproduction d'environ 8 à

Allemagne (BDM)

Le prix du lait moyen en Allemagne est de 29,5 centimes (25-37 ct selon les laiteries). L'ambiance varie d'un producteur à l'autre. De nombreux éleveurs – même d'exploitations de plus grande taille – réfléchissent à cesser la production. Réunion des ministres allemands à l'agriculture : les ministres des états fédérés allemands appellent à la mise en place d'un système de détection des crises ainsi que d'un filet de sécurité.

Finlande (MTK)

L'on craint que la production va augmenter en Europe. L'embargo russe a eu des conséquences néfastes en Finlande. Difficulté de pénétrer de nouveaux marchés. Le prix du lait a diminué de 20 %. L'aide de l'UE de 10,7 millions d'euros n'est pas suffisante pour compenser les pertes.

France (APLI & OPL)

L'année passée, la production a augmenté de 5 % par rapport à l'année précédente. De nombreuses coopératives ont eut recours au stockage. Le prix du lait moyen est de 31 centimes (26-34 ct selon les laiteries). En France il existe un système de segmentation des prix en prix A et B. De plus, un prix C est appliqué pour le lait dépassant les volumes du contrat. Celui-ci est actuellement de 6,6 ct/l.

Italie (APL)

En Italie, la production de lait a augmenté de 3 %. Jusqu'en septembre 2014, le prix du lait était stable (40-45 ct). Ensuite les prix ont commencé à chuter et nous sommes actuellement à 35 centimes. Le résultat des négociations du prix d'avril à juin est de 36 centimes. Les coûts de production ont augmenté, de plus en plus d'exploitations sont contraintes à cesser la production. Le superprélèvement constitue un grand problème.

Irlande (ICSMA)

Il y a un an, le prix du lait était de 39 ct/l ; actuellement, il est de 30-31 ct/l (3,6 % m.g., 3,3 % protéine). Selon les dernières informations, l'Irlande affiche une surproduction de 5,07 % par rapport à son quota, ce qui correspondrait à un superprélèvement de 80 à 100 millions d'euros. La position de la plupart des producteurs irlandais quant à la suppression des quotas est plutôt positive. La production de lait va augmenter de 10 à 20%.

Croatie (HSUPM)

La Croatie compte environ 9.200 exploitations laitières. Les conditions de production sont très difficiles. Le prix du lait est d'environ 34 ct/kg. Le nombre d'exploitations laitières est en forte diminution. Il ne reste actuellement que 900 exploitations avec plus de 20 vaches. Confusion des producteurs concernant les aides auxquelles ils ont droit. La raison : au cours de ces 4 dernières années, ils ont connu trois régimes d'aides différents.

Lituanie (LPGA)

Les petits producteurs ne reçoivent que 11 à 12 centimes. Le problème est que de grands volumes de lait sont importés de Lettonie et d'Estonie (1.500 tonnes/jour). Environ 50 % des produits laitiers lituaniens sont exportés. Les producteurs lituaniens ont bénéficié d'aides de l'UE suite à l'embargo russe, mais les laiteries ont directement diminué le prix du lait. L'argent de l'UE a donc bénéficié aux laiteries.

Luxembourg (LDB)

Depuis quelque temps déjà, le prix de base se situe entre 28 et 30 ct/l. Dépassement des quotas de 4 à 5 %.

Pays-Bas (DDB & NMV)

Les prix ont diminué, de janvier à mars les collectes ont baissé, car auparavant le quota était dépassé de minimum 5 %. On s'attend à une augmentation de la production à partir du 1er avril. Le prix du lait est d'environ 33 centimes (4,41 m.g., 3,47 protéine). Une nouvelle loi est entrée en vigueur aux Pays-Bas : le nombre maximal d'animaux par exploitation dépend désormais de la surface. En d'autres termes, une exploitation ne peut s'agrandir que lorsqu'elle dispose de plus de terres (4 UGB/ha).

Pologne (PFHBiPM)

Le prix du lait a diminué de 8 centimes et se situe actuellement à 29 centimes. Les plus petites laiteries payent jusqu'à 22 centimes. Quelques laiteries payent encore un bon prix, certaines payent 36 centimes. L'embargo russe est souvent utilisé comme argument pour baisser les prix.

Suisse (BIG-M)

La Suisse a déjà signé un accord de libre-échange avec la Chine, mais le prix a tout de même chuté de 25 % au cours de ces 8 derniers mois. L'industrie laitière a utilisé l'embargo russe comme argument pour baisser les prix du lait.

Regina Reiterer, EMB

La situation en Allemagne

Au mois de février, les laiteries en Allemagne ont payé en moyenne 29 ct/kg de lait (pour 4,2% de m.g. et 3,4% de protéines). Bien que les premières tendances positives du marché laitier aient provoqué une hausse des indices de référence, la laiterie coopérative Hochwald Milch a diminué son prix de 1,5 ct/kg pour le mois de mars 2015.

© [wikimedia commons](#)

Ceci est dû aux prévisions incertaines pour la période de l'après quotas ainsi qu'au fait que les tendances positives ne sont pas encore incluses dans les contrats. De nombreux producteurs ont fortement diminué leur production, afin d'éviter les pénalités du superprélèvement. Les collectes de lait demeurent actuellement 3,1 % en deçà du niveau de l'année précédente. Cependant, les signes semblent indiquer un changement de la donne. À partir du 1er avril, il est plus que probable que les volumes de lait augmenteront. De nombreuses étables récemment construites, jusqu'ici restées vides, se remplissent. De ce fait, le prix des génisses en fin de gestation ou des génisses ayant récemment vêlé à augmenté de jusqu'à 400 euros au cours de ces dernières semaines, pour atteindre un prix d'actuellement 1935 euros par bovin.

Dans ses nombreux entretiens politiques, le BDM souligne sans relâche la nécessité d'un cadre réglementaire pour le marché laitier. Le Programme de responsabilisation face au marché (PRM) constitue ici la revendication principale. Comme par le passé, le BDM a aussi suivi de près la réunion des ministres allemands à l'agriculture, qui a eu lieu du 18 au 20 mars à Bad Homburg, dans l'état fédéré de Hesse. Les producteurs de lait s'étaient rendus sur place pendant trois jours. Par le biais d'action symboliques et d'une manifestation, ils ont rappelé aux décideurs politiques les effets de l'abolition des quotas laitiers.

Thorsten Sehm, BDM

Feuille de route « lait & marché » pour la période de l'après quotas laitiers

© MEG Milchboard

(RoadMap Milch & Markt).

Dans le contexte de la suppression du régime des quotas laitiers, en place depuis 31 ans, ainsi que de la position faible des producteurs laitiers sur le marché, le MEG Milch Board a élaboré une feuille de route « lait & marché »

Visant exclusivement les relations commerciales entre les producteurs laitiers et leur laiterie, cette feuille de route ne constitue pas un instrument de gestion des crises. Son objectif est de renforcer la position des producteurs européens sur le marché, sur base de la législation en vigueur. La base juridique est formée par le paquet lait de la Commission européenne, la loi allemande sur la structure du marché agricole (Agrarmarktstrukturgesetz) ainsi que par le rapport sur le secteur laitier de l'autorité allemande de la concurrence, le Bundeskartellamt.

Après une analyse profonde de la situation actuelle, le MEG Milch Board constate un maintien de difficultés importantes lors de la commercialisation du lait comme aliment de valeur. Ce fait entrave le développement d'une production laitière durable et respectueuse de l'environnement en Allemagne.

La feuille de route « lait & marché » n'est dès lors pas uniquement destinées aux acteurs du marché, mais également aux élus politiques et à la société dans son ensemble.

La feuille de route lait & marché comporte quatre volets principaux :

- la contractualisation
- l'aide à l'auto-assistance
- une réforme de la règle relative à l'obligation de livraison du lait (Andienungspflicht)
- la promotion du dialogue.

Une mise en œuvre obligatoire des points précités rendrait obsolète toute intervention publique dans le marché. Des instruments complémentaires efficaces devraient néanmoins être à disposition, qui puissent être appliqués rapidement en cas de besoin pour remédier à d'importantes perturbations du marché qui ne seraient pas provoquées par les acteurs du marché. Si les différents points de la feuille de route ne sont pas mis en œuvre en temps utile, le déséquilibre sur le marché sera encore renforcé davantage, aux dépens des producteurs laitiers.

Pour plus d'informations voir : [Roadmap Milch & Markt](#) (en allemand)

MEG Milch Board

A l'agenda de l'EMB

Rendez-vous importants à l'agenda du Comité directeur de l'EMB en avril 2015 :

- 01.-02.04.: Assemblée générale de l'EMB (Bruxelles)
- 23.04.: Visite de l'organisation norvégienne „Bondesolidaritet“
- 29.04.: Réunion de l'Observatoire du marché du lait (Bruxelles)

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org>/<https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-avril-2015.html>